

Brochure n° 3002

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 2609. – ETAM

ACCORD DU 5 JANVIER 2010
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2010
(LORRAINE)

NOR : ASET1050436M

IDCC : 2609

Entre :

La FFB Lorraine ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
Lorraine ;

La fédération régionale Est des SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats du bâtiment et des travaux publics
CGT-FO de Lorraine ;

L'union régionale CFE-CGC Lorraine,

D'autre part,

Suite à la réunion paritaire qui s'est tenue à Metz le 5 janvier 2010 en
présence des représentants de la FFB Lorraine, de la CAPEB Lorraine, de
la fédération régionale Est des SCOP BTP et des représentants CFTD,
CFTC, CGT-FO et CGT,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Lorraine.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, cet accord fixe le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Lorraine pour la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 aux valeurs suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM
A	1 406,22
B	1 478,34
C	1 576,21
D	1 699,83
E	1 895,57
F	2 111,91
G	2 390,06
H	2 575,50

Toutefois, les parties signataires conviennent de se rencontrer courant septembre 2010 afin d'examiner ensemble l'évolution de la situation économique.

Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8, D. 2231-1 et D. 2231-2, D. 2231-4, D. 2231-5, D. 2231-6, D. 2231-3, D. 2231-7, D. 2231-8 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Nancy.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre chargé du travail.

Fait à Nancy, le 5 janvier 2010.

(Suivent les signatures.)